

1 Le budget de Versailles en baisse pour la première fois et un recul inquiétant de l'investissement

Budgets Primitifs en Millions d'euros	2013	2014	Observations : Inflation prévue 1,3% en 2014 après 0,8% en 2013
Recettes de fonctionnement	121.5	122.0	+0.4%
o Impôts et taxes	68.1	69.8	+2.5 % (évolution des bases fiscales mais taux constants)
• dont impôts locaux	48.5	49.9	+2.8 %
• dont reversement de VGP	13.1	13.4	+2.6 %
o Recettes des produits et services	24.5	25.1	+2.4 %
o Dotations de l'Etat	26.1	24.5	Baisse importante de -6.2%
Dépenses de fonctionnement	121.5	122.0	+0.4 %
o Charges de personnel	66.0	68.1	+3.2 %
o Amortissements et virement (autofinancement)	11.6	12.2	+5.4%
Recettes d'investissements	30.0	27.3	-8.9%
o Autofinancement	11.6	12.2	+5.4%
o Emprunts	7.5	7.5	=
Dépenses d'investissements	30.0	27.3	-8.9%
o Dt remboursement du capital	6.1	5.7	-5.3%
o Dt acquisitions et travaux	19.8	18.0	-9%
Budget principal total	121.5+30.0 = 151.5	122.0+27.3 = 149.3	-1.5%
Budget d'assainissement total	5.0	4.8	-4.1%
o Exploitation	3.0	2.9	-1%
o Investissement	2.0	1.9	-8.6%
Budget total	151.5+5.0 = 156.5	149.3+4.8 = 154.1	-1.5%

Ce qui frappe à la lecture du budget 2014, c'est le recul pour la première fois des dépenses consacrées à la ville et à l'assainissement. Seul est épargné le budget de fonctionnement de la ville qui augmente de 0.4%, soit moins que l'inflation prévue à 1.3%, ce qui traduit un recul en monnaie constante d'autant que souvent l'inflation est sous-estimée.

Le point crucial est la baisse très importante (-6.2%) des dotations et compensations de l'Etat, de 26.1M€ à 24.5M€. C'est une tendance de fond qui va s'accroître avec les années. Il en résulte que les autres recettes augmentent toutes autour de deux fois l'inflation : les impôts locaux de 2.8% (en raison de l'accroissement des bases, sachant que les taux seront votés sans changement), les recettes des produits et services de 2.4% et les versements de VGP de 2.6% (qui représentent 11% des recettes et en partie des impôts prélevés par délégation).

Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent fortement (-0.4%). Les dépenses de personnel augmentent de +3,2% par le jeu des conventions salariales. Les emplois budgétés augmentent de 1712 à 1735 postes, mais ceux à temps partiel aussi de 34 à 72, et ceux non tenus de 6.4% à 7.5%. Les achats ont été réduits de façon drastique de -6.8%. Parmi les politiques municipales, seules la culture (+1.7%), l'éducation (+2.3% avec seulement un tiers de l'impact de la réforme des rythmes scolaires évalué à environ 1 M€ en année pleine), la famille et la petite enfance (+ 2.3%) et les sports (+2.4%) augmentent plus que l'inflation.

La « privatisation rampante » de certains services

permet la baisse des dépenses : les dépenses de la politique de solidarité reculent (-15.6%) en raison de la privatisation des résidences Boëly et Montbauron et le développement des crèches privées allège le budget qui devrait leur être consacré.

Ce processus se retrouve dans :

- o l'aliénation du patrimoine (Richaud, Cour des Senteurs, SEGPA),
- o dans les délégations de service public même si un effort de gestion notable les encadre.

Le budget des associations est globalement en recul (-12%) à 1.1M€ en raison de la dissolution de Versailles Associations. Il est réparti entre 185 associations dont seulement 20 touchent plus de 10 000 euros chacune pour 0.95M€ soit 82% du total ; parmi elles, 13 associations sportives touchent 0.5M€ soit 47% du total.

L'investissement de la Ville régresse (-8.9%) malgré un autofinancement en hausse de 5.4% et les emprunts restent au même niveau de 7.5M€. C'est d'autant plus étonnant que la dette est particulièrement faible à 51.8M€ soit 42% des recettes ordinaires et 4.3 fois la capacité d'autofinancement. Le rapport de la Cour Régionale des Comptes de 2007 faisait la même remarque quand les ratios respectifs étaient de 72% et de 6 : la Cour considérait qu'ils restaient bons en deçà de 100% des recettes et de 7 à 8 fois l'autofinancement. La Ville prépare-t-elle ainsi l'avenir et participe-t-elle à l'économie du pays en ce temps de crise ? Et les grands projets sont à l'arrêt : Chantiers, Pion, Europe, Satory...

